



Unir, bâtir, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud.

Nous sommes tous Frères et Sœurs

LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE TELLE QUE JE LA VOIS. TOUADERA DOIT-IL QUITTER LE POUVOIR AVANT ECHEANCES ?

Chers Centrafricains,
Chers Concitoyens,

La Bible dit clairement que tout pouvoir (qui serve l'homme et l'élève) vient de Dieu (Cf. Romains 13, 1). Cela veut dire que celui ou celle qui exerce ce pouvoir dans le but de servir plutôt que d'avilir est un choix de Dieu. Il est serviteur et fait la volonté de Dieu qui est incarné dans le servir. Ceci est d'autant vrai que si Dieu ne bâtit la maison, ceux qui la bâtissent travaillent en vain (Cf. Psaume 127,1). C'est sous ce signe de Dieu que l'UNDP a placé son action de salut pour le peuple centrafricain et ce, avec raison. Je vous l'ai dit, notre peuple vit par la grâce et attend impatiemment sa libération complète. Mais ne nous méprenons pas, cette libération vient de notre effort et passe avant tout par une pratique propre de la démocratie, choix du peuple, qui est aussi choix de Dieu, du fait même de sa Bonté pour son peuple qu'il ne saurait laisser éternellement dans la souffrance. La démocratie fait la dignité d'un peuple et travaille pour son épanouissement. Elle est le garant de la gestion bonne et du bonheur de toute une nation, puisque chacun s'y retrouve.

Je tiens à informer les Centrafricains sur un fait réel en politique, que la machine démocratique n'est huilée que par un contre-pouvoir qui la fait marcher pour gagner et pour élever, et non pour perdre. L'exercice du pouvoir est ici incarné de toute évidence par celui qui gagne les élections et organise la pratique démocratique de sorte qu'une opposition ait sa place et joue son rôle, la voix du peuple dans le choix étant aussi la voix de Dieu qui s'exprime à travers un choix libre et responsable. Dans un pays qui a conscience de sa démocratie, l'opposition est un charmant appui pour éviter tout virement dramatique. Sachez aussi qu'en démocratie, l'opposition n'exerce pas le pouvoir, elle n'est même pas obligée de signer des ententes avec le pouvoir, mais le pouvoir ne s'aurait exister sans elle. Ceci constitue pour nous toute une école à laquelle je convie tout Centrafricain.

Dans le cas concret de notre pays, qui n'a connu que coup d'Etat sur coup d'Etat, guerre après guerre, je comprends qu'un tel exercice démocratique soit difficile et que tout essai de critique, tout essai oppositionnel soit lu ou compris comme une tentative de coup de force ou une volonté de saper les efforts d'un exécutif peu sûr, les données du passé aidant. Mais je tiens à préciser, pour vous rassurer, que le pouvoir actuel n'est en rien à l'origine de l'insécurité que vit notre pays. Il a trouvé cette situation. Mais il n'est pas dédouané,

puisqu'il a été élu pour y apporter des solutions. Il est de son devoir de sortir notre pays de la crise qui dure déjà assez longtemps et que nous ne pouvons continuer de supporter.

Interpeller le pouvoir en place à prendre conscience de cet état des faits ne signifie pas que nous voulons sa déstabilisation. L'histoire de ceux qui ont procédé à la déstabilisation des pouvoirs en place dans notre pays par la force nous en dit long sur ce qu'ils sont devenus et confirme la Parole Biblique qui dit que qui tue par l'épée périra par l'épée (Cf. Matthieu 26, 52). L'UNDP tient à jouer son rôle important en démocratie et réitérons notre position de parti d'opposition au pouvoir en place pour que vive enfin une démocratie en République Centrafricaine.

Je suis sûr, que tout comme moi, vous êtes rassasiés de nos nombreuses guerres. Que tout comme moi, vous êtes fatigués de cette instabilité qui continue et qui ne nous rassure pas d'un lendemain meilleur. Que l'occupation de notre pays par des groupes armés et des milices de tout genre ne saurait guère être un motif de fierté pour quiconque. Cette malheureuse occupation a de graves conséquences sur notre faune et notre forêt. La destruction de nos richesses naturelles atteint son point culminant par le manque de contrôle de l'Etat sur toute l'étendue de notre territoire. Comment rester muet face à tout cela ? Comment rester muet face à l'instabilité et l'insécurité de nos populations dans les villages et régions de notre pays ? Comment ne pas critiquer ceux qui détiennent le pouvoir s'ils ne peuvent pas faire des efforts pour sécuriser notre pays ? Quelle union « sacrée » voulez-vous que nous fassions lorsqu'on en constitue que pour le but de servir une cause individuelle et pour chanter des louanges d'une personnalité comme de bons griots plutôt que de se déterminer à sauver notre pays des mains de ceux qui volent et pillent ? Je lance ici un cri d'alarme à l'endroit de ceux qui nous gouvernent pour attirer leur attention sur notre pays bradé par des braconniers que personne ne semble maîtriser.

Mais je reste aussi convaincu que nous avons les moyens d'en finir avec cette situation. C'est vrai que L'UNDP n'est pas au pouvoir et par conséquent, n'a aucun pouvoir de décision sur les stratégies de lutte contre cette partition de fait de notre pays. Mais elle ne cessera d'attirer l'attention du pouvoir en place sur ses responsabilités, celles qu'il a accepté en se faisant élire à la tête de notre pays. Il faut donc que le gouvernement comprenne qu'au lieu de passer son temps dans l'invective et à la recherche des moyens pour « contrecarrer » les actions de notre parti, il ferait mieux de gagner ce temps dans la réflexion sur des actions urgentes à mener pour sortir notre pays de cette grave crise.

Mes analyses de la situation précaire de notre pays la Centrafrique telle que je la vois n'ont pour but que de ne laisser aucun moment de répit à un pouvoir qui dort et qui ne sait pas inventer, pour qu'il prenne conscience de cette lourde mission que les Centrafricains que vous êtes lui ont confié au travers des urnes. Le pouvoir en place à Bangui est tenu de relever ce défi et doit le faire. C'est avant tout une question de conscience morale d'un devoir obligeant qui exclue toute distraction et toute tendance à faire la fête à un moment aussi crucial de la construction d'une assise démocratique dans la vie politique de notre pays.

J'ai suggéré dans une de mes récentes lettres au Président de la République de procéder de toute urgence à un remaniement ministériel consciencieux qui lui permettrait enfin de

choisir les personnalités centrafricaines de haut niveau, des technocrates qui ont conscience des tâches urgentes pour notre pays. J'attends de voir ce qu'il en sera dans les temps à venir. Il est important ici de savoir que l'UNDP ne demande aucune participation à une telle réorganisation de la gestion de notre pays. Nous ne sommes pas à la poursuite des sièges ministériels et au « partage du gâteau ». Nous n'avons qu'une seule chose à cœur, que la Centrafrique retrouve sa paix et son unité et qu'elle se mette résolument sur la voie de son développement et du développement de sa démocratie.

Les moyens pour y arriver ne manquent pas. Outre le soutien de la communauté internationale, au travers de la présence des forces des Nations Unies qui nous accompagnent (et qui ne sont pas tenues de faire le travail à notre place) et de nos partenaires à l'étranger, nous avons en plus les Centrafricains eux-mêmes, qui aiment leur pays et qui sont prêts à œuvrer pour sa stabilisation et son développement. Les Centrafricains vivant à l'étranger constituent aussi une force à ne pas négliger et que le pouvoir en place devrait approcher pour y déceler des valeurs dont il a besoin pour faire face aux défis dont nous ne cessons de parler. En s'ouvrant ainsi aux forces vives de notre nation, le gouvernement éviterait la « tribalisation » dans la distribution des tâches, ce qui sauverait notre pays à coup sûr.

Si donc tout pouvoir vient de Dieu et que celui qui exerce le pouvoir est un choix de Dieu, que le pouvoir actuel en prenne conscience et agisse selon la volonté de Dieu qui lui commande, comme à Néhémie au regard de la destruction de Jérusalem, de se lever et de bâtir : « Levons-nous et bâtissons, et ils se fortifièrent dans cette résolution » (Néhémie, 2,18). Mais si jamais, le pouvoir en place se sentait dépasser par la situation, qu'il prenne le courage de le dire aux Centrafricains, qui sauront faire de nouveaux choix.

Que Dieu bénisse notre nation.

Michel Amine,
Président-Fondateur
A Marseille, le 11 Décembre 2017